



MOYEN-ORIENT AFRIQUE DU NORD

Des politiques meilleures pour une vie meilleure



القيمة الحالية	القيمة الحالية	القيمة الحالية	القيمة الحالية	القيمة الحالية	القيمة الحالية
0	0,00	0,00	0	1,33	0,00
60,000	1,80	1,81	48,739	1,81	0,00
50,000	2,58	0,00	0	2,83	0,00
15,500	0,83	0,95	1,350,000	0,83	0,00
00,000	0,90	0,90	377,777	0,90	0,00
00,000	0,92	0,94	558,851	0,92	0,00
0	0,00	0,00	0	3,40	0,00
78,250	1,57	1,82	25,000	1,59	0,00
0	0,00	3,00	10,000	3,10	0,00
0	0,00	0,00	0	1,60	0,00





Angel Gurría,
Secrétaire Général
OCDE

L'HEURE DU CHANGEMENT
EST ARRIVEE
ENSEMBLE, ALLONS DE L'AVANT

Le mouvement populaire qui a commencé en Tunisie en décembre 2010 s'est répandu dans la région MENA et continue de provoquer des changements politiques majeurs. Les citoyens de cette région appellent à l'avènement à la démocratie et à la liberté politique, dénoncent la corruption et demandent une réforme du système économique pour qu'il soit à même d'offrir des emplois et de garantir la cohésion sociale. Ces événements sont très positifs et la communauté internationale se doit d'y apporter un soutien concret et durable.

L'OCDE travaille avec la région MENA depuis presque une dizaine d'années. Elle a intensifié sa coopération récemment en établissant des partenariats avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile. Cela a été l'occasion d'approfondir et d'élargir l'engagement de l'OCDE envers les pays de la région, en adaptant au mieux l'Initiative MENA-OCDE à leurs nouvelles priorités. Au delà de l'important travail réalisé sur l'investissement et la gouvernance publique, qui continuent d'être des thématiques de première priorité, l'OCDE apporte également son soutien aux réformes dans d'autres domaines de politiques publiques, parmi lesquelles les politiques relatives à la fiscalité, aux PME, à l'éducation et aux compétences, à l'emploi, à l'eau et au tourisme.

L'heure du changement est arrivée. Les peuples de la région peuvent compter sur l'OCDE pour les aider à faire face aux défis liés à leur situation actuelle et pour un futur meilleur.

OCDE-MENA : Histoire d'une rencontre

L'Initiative **MENA-OCDE sur la Gouvernance et l'Investissement pour le Développement dans les pays arabes** a été lancée en 2005 à la demande de 18 pays arabes dont les représentants des gouvernements se sont réunis en Jordanie et co-signé la *Déclaration de la Mer Morte* avec l'OCDE et le PNUD.

L'Initiative MENA-OCDE **adopte une double approche** en travaillant en parallèle au niveau régional et national.



"Le printemps arabe a apporté un changement capital à la région MENA. Les peuples luttent pour plus de liberté politique et de justice sociale. L'OCDE apporte un soutien pour la mise en œuvre de réformes opportunes et une expertise portée sur le résultat en matière de bonne gouvernance. Le gouvernement de la république fédérale d'Allemagne salue et soutient l'initiative MENA-OCDE dans le cadre de ses partenariats pour le changement dans la région."

Johannes Westerhoff

Ambassadeur, Délégation allemande auprès de l'OCDE, co-président de l'Initiative OCDE-MENA

1 : Algérie, Autorité Palestinienne, Bahreïn, EAU, Égypte, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Mauritanie, Maroc, Oman, Qatar, Soudan, Syrie, Tunisie, Yemen.

Par ailleurs, l'initiative conjointe de l'Union Européenne et de l'OCDE "**Appui à l'amélioration des politiques publiques et des systèmes de gestion**" (**SIGMA**) apporte de l'assistance technique en administration publique pour se rapprocher des standards et des bonnes pratiques de l'Union Européenne. Elle inclut l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie. Ce programme a contribué à la modernisation des systèmes publics de gouvernance en Europe Centrale et de l'Est et continue à soutenir les candidats à l'adhésion à l'Union Européenne.



"Le printemps arabe émane d'une volonté populaire forte, aspirant aux droits de l'Homme, à la liberté, à la démocratie ainsi qu'au développement, à la croissance et à l'emploi. En soutenant

l'investissement et l'intégration économique, l'Initiative MENA-OCDE contribue à établir le cadre nécessaire pour réaliser les aspirations légitimes des peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord."

Anders Ahnlid

Ambassadeur, Délégation Suédoise auprès de l'OCDE, co-président de l'Initiative MENA-OCDE

Sommaire

Lutter contre le chômage des jeunes	8	Commerce International	18
Perspectives Économiques	10	Réforme réglementaire	19
De meilleures écoles	11	Fiscalité, croissance inclusive et renforcement de l'État	20
Gouvernement transparent et participation des citoyens	12	Gouvernance d'entreprise	21
Lutte contre la corruption, intégrité et État de droit	13	Développement régional	22
Intégrité dans la conduite des affaires ?	14	Le genre dans la gestion publique	23
Investissement et développement	15	Intégration économique des Femmes	24
Petites et moyennes entreprises	16	Mobilité des personnes	25
Initiatives pour le secteur privé	17	Eau	26

Énergie	27
Agriculture	31
Tourisme	32
Améliorer l'efficacité de l'aide dans la région MENA	33
Forum pour le partenariat avec l'Afrique	34
Participation des pays MENA au sein des organes de l'OCDE	35
Publications de l'OCDE relatives à la région MENA	38



“L’OCDE dispose de nombreuses compétences pour aider à la mise en œuvre des réformes structurelles dans la région MENA. Plus d’un an après « les printemps arabes », elle est à l’écoute des pays de cette région pour répondre aux demandes des nouvelles autorités. Nous saluons de ce point de vue la poursuite de l’initiative OCDE-MENA sur la gouvernance et l’investissement, en particulier dans le cadre du Partenariat de Deauville.”

Pascale Andreani

Ambassadeur, Représentante permanente de la France auprès de l'OCDE
Présidente du Comité des Relations Extérieures

Lutter contre le chômage des jeunes

Dans une région où la moitié de la population a moins de 25 ans et 65% a moins de 30 ans, le chômage des jeunes est à l'un des niveaux les plus élevés du monde. Le manque d'opportunités pour les jeunes fut l'un des catalyseurs des récents événements.

Les raisons de ce chômage élevé sont similaires à celles dans les pays de l'OCDE : inadéquation des compétences, manque de coordination entre l'offre et la demande d'emplois, transition école-monde professionnel. La faible participation des femmes est également en question.

Une analyse récente sur le développement capital humain dans dix pays de la région MENA a montré divers niveaux de progrès et de larges différences par rapport à l'éducation. Malgré la volonté de certains pays d'investir dans l'éducation, des écarts demeurent à plusieurs niveaux : recherche, innovation, et liens entre éducation et monde de l'entreprise.



Avec l'appui et l'expertise de l'OCDE, la TUNISIE nouvelle s'engage résolument, avec détermination et conviction dans une Démarche participative et pérenne de probité, d'intégrité et de transparence conformément aux attentes et aux aspirations du peuple tunisien et aux standards internationaux.

Le Nouveau Gouvernement, issu des urnes, met en place les fondements de la Bonne Gouvernance et les mécanismes préventifs de Lutte contre la Corruption pour que plus jamais notre courageux peuple ne connaisse une autre dictature qui pervertit nos valeurs, notre histoire et notre riche patrimoine civilisationnel.

Hamadi Jebali

Chef du gouvernement, Tunisie



*Des débuts qui comptent ! Des
emplois pour les jeunes*
ISBN 9789264096103

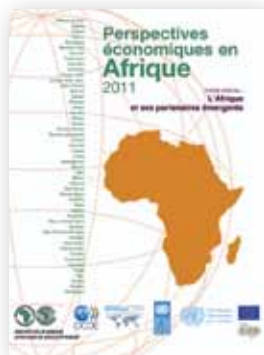


*Formation et emploi : relever le défi
de la réussite*
ISBN 9789264087477



Towards an OECD Skills strategy

Perspectives économiques



*Perspectives économiques en
Afrique 2011*
ISBN 9789264113275



*Perspectives économiques en
Afrique 2012*
ISBN 9789264176157

En Afrique Nord, où l'activité économique a été perturbée par les bouleversements politiques, le chômage a augmenté en 2011. Le chômage des jeunes est depuis longtemps un problème majeur dans la région (comme dans de nombreux pays Africains) et a contribué aux troubles politiques qui ont conduit à la chute des gouvernements en Tunisie et en Égypte. Étant donné l'accroissement rapide de la population africaine, la pression démographique sur les marchés du travail continuera dans de nombreux pays africains.

Chaque année, le rapport *Perspectives Économiques en Afrique* aborde un thème spécifique et important du développement socio-économique en Afrique, peu exploré par la recherche. Le thème de l'année 2012 est **"Promouvoir l'emploi des jeunes"**.

Les Perspectives Économiques en Afrique est une publication annuelle préparée et publiée conjointement par la Banque Africaine de Développement, le Centre de Développement de l'OCDE, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA). Le rapport sonde et analyse les performances économiques des économies africaine parmi lesquelles : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Égypte. Il donne des informations par pays sur les perspectives à court et moyen-terme sur le Continent.

De meilleures écoles

PISA (Programme for International Student Assessment) est une étude internationale qui a débuté en 2000. Son but est d'évaluer les systèmes éducatifs à l'échelle internationale en testant les compétences et le savoir des élèves de 15 ans des pays dans les économies participantes. Depuis 2000, plus de 70 pays et économies ont participé à l'étude PISA, parmi lesquelles Dubaï, la Jordanie, la Tunisie et le Qatar.

L'OCDE a conduit une revue sur l'Éducation Supérieure en Égypte. Elle contient une analyse du système et des recommandations, qui, prises dans leur ensemble, représentent un programme important de réformes structurelles et culturelles du système éducatif égyptien d'ici à 2020.



*Reviews of National Policies for Education :
Higher Education in Egypt 2010*
ISBN 9789264084346



*Résultats du PISA 2009 : Savoirs et
savoir-faire des élèves*
ISBN 9789264097643

→ www.oecd-pisa.org

Gouvernement transparent et participation des citoyens

Les récents évènements dans la région MENA ont souligné l'importance d'encourager le dialogue avec la société civile. En réponse aux demandes des citoyens et des décideurs politiques, l'OCDE a activement cherché à mettre en place des partenariats entre gouvernements, citoyens et organisations de la société civile en offrant un forum pour échanger les expériences et promouvoir l'apprentissage entre les pairs.

L'atelier international "Valuing Diversity and Dialogue: A New Alliance between Citizens and Governments" organisé par l'Initiative MENA-OCDE et la Fondation Euro-méditerranéenne Anna Lindh (ALF) s'est tenu le 7 juillet 2011 pour partager les expériences et diffuser les bonnes pratiques avec un encrage spécifique sur la région MENA.

La première revue des pairs sur la e-gouvernance conduite par l'OCDE dans un pays de la région MENA sera publiée très prochainement. Elle aborde essentiellement l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour augmenter l'efficacité et l'efficience de l'administration publique égyptienne.



*Des citoyens partenaires Manuel de l'OCDE sur l'information, la consultation et la participation à la formulation des politiques publiques
ISBN 9789264295407*



*OECD e-Government Studies:
Egypt 2012
ISBN 9789264178786*

Lutte contre la corruption, intégrité et État de droit

L'intégrité et la prévention de la corruption sont des composantes essentielles pour instaurer la confiance des citoyens en leur gouvernement, créant des conditions de concurrence équitables pour les entreprises et contribuant au développement économique. Les soulèvements populaires qui ont eu lieu récemment dans la région ont démontré que l'intégrité du secteur public est au cœur des préoccupations des citoyens. Dans ce contexte, il est indispensable pour les nouvelles autorités de mettre en œuvre les engagements en matière d'intégrité et de lutte contre la corruption.

L'Autorité Palestinienne, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Maroc et le Yémen ont demandé à participer à l'Étude d'Apprentissage Mutuel (Joint Learning Study) qui leur fournira des recommandations pour leurs politiques basées sur les expériences de leurs pairs sur la lutte contre la corruption et l'instauration de la confiance des citoyens en leur gouvernement.



Renforcer l'intégrité dans les marchés publics Étude d'apprentissage mutuel au Maroc, 2009



Les mécanismes de collecte de l'information sur la corruption, Étude d'apprentissage mutuel, Maroc, 2010

Intégrité dans la conduite des affaires

L'OCDE est pionnier dans la lutte contre la corruption depuis de nombreuses années. L'OCDE lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales pour favoriser le développement, réduire la pauvreté et améliorer la confiance dans les marchés. Les clés de sa réussite résident dans sa Convention sur la lutte contre la corruption, la Recommandation visant à renforcer la lutte contre la corruption, les rapports par pays sur l'application de cette convention et des initiatives régionales. Des lois pour criminaliser la corruption d'agents publics étrangers sont désormais en place dans les 39 États qui sont Parties à la Convention anti-corruption

Il y a un besoin croissant d'une approche coordonnée pour cibler le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale, la corruption et la manipulation des procédures d'appel d'offres. C'est pourquoi l'OCDE élabore actuellement une nouvelle initiative horizontale intitulée CleanGovBiz. Cette initiative aide les gouvernements à renforcer leur lutte contre la corruption et à renforcer le dialogue avec la société civile et le secteur privé pour promouvoir un changement réel vers l'intégrité. La Tunisie sera le premier pays à participer à l'initiative CleanGovBiz.

→ www.oecd.org/cleangovbiz



Convention on Combating Bribery of Foreign Public Officials in International Business Transactions and Related Documents



Investissement et développement

Le Maroc, l'Égypte, et plus récemment la Tunisie sont adhérents à la Déclaration sur l'Investissement International et les Entreprises Multinationales qui établit des standards pour des politiques d'investissement ouvertes et transparentes et pour une conduite des affaires responsable dans des secteurs comme l'emploi, les relations industrielles, la promotion de l'investissement vert, l'amélioration de l'intégrité dans le milieu des affaires, la concurrence et la fiscalité.

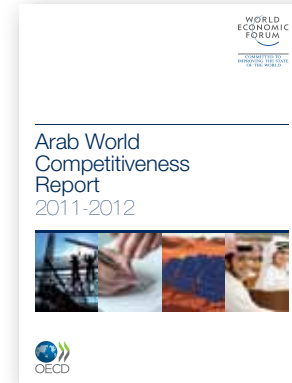
Le Groupe de Travail sur les Politiques et la Promotion de l'Investissement fournit aux pays de la région MENA des revues des tendances des investissements directs à l'étranger (IDE) ainsi que des politiques nationales et régionales d'investissement et des activités de promotion, basées sur les outils et la méthodologie de l'OCDE.



Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement : Égypte 2007
ISBN 9789264034648



Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement : Maroc 2010
ISBN 9789264079632



Arab World Competitiveness Report
2011-2012

Petites et Moyennes Entreprises (PME)

Les économies de la région MENA accentuent leurs efforts pour favoriser un meilleur climat des affaires et promouvoir l'entreprenariat et le développement des PME. L'accès au financement pour les micro et petites entreprises est difficile. Un des défis majeurs est de dépasser le stade de la micro finance pour accéder à des produits et services financiers de long-terme, indispensables pour créer de la croissance.



Le financement des PME et des entrepreneurs 2012
ISBN 9789264169159



SMEs, Entrepreneurship and Innovation, 2010
ISBN 9789264080317

L'OCDE a travaillé sur les systèmes de garantie et leur rôle dans la promotion de la croissance et de l'innovation dans les PME. Le résultat est une série d'indications en terme de politiques basées sur des faits qui peuvent servir de référence pour les pays de la région MENA dans leurs efforts de renforcement des mécanismes de soutien aux PME innovantes.

→ www.oecd.org/sme

Initiatives pour le Secteur Privé

Le Conseil des Affaires MENA-OECD est une initiative pour encourager une voix active et conjointe de la communauté des affaires des pays de l'OCDE et de la région MENA à propos des réformes en cours sur le climat des affaires à l'échelle nationale et régionale.

Lancée en 2009 en partenariat avec le Centre MENA pour l'Investissement, l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel ONUDI et la Banque de Développement de Bahreïn, compétition de business plan MENA 100 soutient et inspire les entrepreneurs innovants. MENA 100 récompense des idées innovantes et réalisables et met en relation les entrepreneurs, des financiers entre eux et avec des sources de financements et favorise les contacts avec le monde des affaires. MENA 100 encourage également l'esprit d'entreprise en exposant des talents régionaux et leurs initiatives.

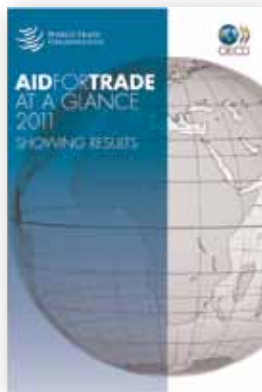


→ www.mena100.org/

→ www.oecd.org/mena/investment/businesscouncil

Commerce International

Les échanges commerciaux peuvent être un important vecteur de croissance économique et de réduction de la pauvreté. La région MENA est caractérisée par un très faible niveau d'intégration régionale et reste largement exportatrice de ressources naturelles et reçoit moins d'Investissements Directs à l'Étranger (IDE) que d'autres régions à revenus moyens.



*Aid for Trade at a Glance:
Showing Results*
ISBN 9789264114234



*Strengthening Accountability in Aid
for Trade*
ISBN 9789264123212

Le rapport *Panorama 2011 de l'Aide pour le commerce : montrer les résultats publiés en 2011* analyse ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas en matière d'aide au commerce, et identifie les domaines d'améliorations nécessaires. Ce rapport a notamment couvert les pays suivants : Jordanie, Liban, Maroc, Yémen.

Par ailleurs, le rapport *Strengthening Accountability in Aid for Trade* examine les tendances de l'aide et identifie les besoins de la communauté du développement, et ce que celle-ci a besoin de savoir en termes de résultats d'aide au commerce, ce que les évaluations des programmes et projets existants révèle à propos des conséquences du commerce, et comment le commerce et la communauté du développement pourraient améliorer les performances de l'aide au commerce.

➔ www.oecd.org/tad

Réforme Réglementaire

La bonne réglementation joue un rôle important dans le développement économique et l'aide sociale. Elle garantit plus d'équité et des opportunités pour le développement social. De manière croissante, elle soutient la qualité de vie et la cohésion sociale via une meilleure transparence basée sur la participation des bénéficiaires, et des programmes pour réduire les paperasseries administratives pour les citoyens.

L'importance de la réforme réglementaire dans la région MENA prend tout son sens au vu de l'urgence du développement économique et de l'aide sociale. Elle place la réforme réglementaire au centre des investissements attractifs, en créant des emplois et en adoptant des cadres de gouvernance transparents et inclusifs. L'Initiative MENA-OCDE a lancé le Centre Régional d'Expertise en Qualité Réglementaire en 2009 à Tunis. Il s'agit du premier centre de politique de réglementation dans la région qui fournit des formations adaptées et des recherches sur la réforme réglementaire.



Surmonter les obstacles à la mise en œuvre des stratégies de simplification administrative, Orientations destinées aux décideurs
ISBN 9789264060630



Construire un cadre institutionnel pour l'analyse d'impact de la réglementation (AIR), Orientations destinées aux décideurs
ISBN 9789264050105



The Legislative Drafting Manuals of the Palestinian Authority



Regulatory Consultation in the Palestinian Authority

Fiscalité, croissance inclusive et renforcement de l'État

Les impôts sont le carburant qui fait fonctionner le moteur des politiques sociales (en finançant le développement humain par le biais des dépenses publiques sur la santé et l'éducation à titre d'exemple).

En conséquence, il est essentiel que les citoyens soient en mesure de tenir les gouvernements responsables quand ils lèvent les impôts.

L'OCDE travaille avec les pays MENA pour les soutenir dans leurs efforts d'améliorer leurs systèmes fiscaux et de renforcer leurs administrations fiscales par le biais trois volets principaux :

- La conduite de revues du système fiscal afin d'aider les gouvernements dans le choix des objectifs de réforme; par exemple les incitations fiscales à l'investissement, les politiques fiscales visant à encourager la participation au marché du travail, ou encore les dispositions fiscales visant à encourager la formation et le perfectionnement des compétences.
- La facilitation du dialogue politique régional. Par exemple, dans le cadre du Dialogue fiscal international (www.itdweb.org), l'OCDE s'associe aux efforts d'autres organisations internationales pour favoriser le dialogue régional sur les questions fiscales et de la gouvernance.
- L'organisation d'événements multilatéraux de renforcement des capacités en matière de politique et d'administration fiscales ([www.oecd.org / fiscalité / globalrelations](http://www.oecd.org/fiscalite/globalrelations)).

Certains pays MENA, tel que l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, le Maroc, le Qatar et la Tunisie contribuent aux travaux de l'OCDE sur la fiscalité grâce à leur participation au Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales et au travaux de la Task Force sur la fiscalité et le développement

➔ www.oecd.org/tax/transparency



Gouvernement d'entreprise

L'OCDE a établi un Groupe de travail régional pour la discuter et coordonner l'action des décideurs politiques et examiner les questions spécifiques aux banques, aux sociétés publiques et aux sociétés cotées en bourse. Le Groupe a également soutenu les efforts de réforme dans certains pays tel que l'Arabie Saoudite, le Maroc, l'Égypte et la Tunisie.

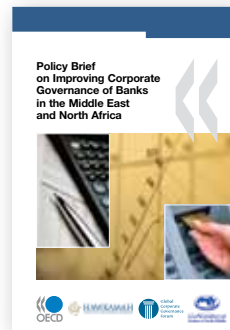
Un certain nombre de codes de gouvernement d'entreprise dans la région ont été inspirés par les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE et par les Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques.



*Towards New Arrangements for
State Ownership in MENA*
ISBN 9789264169111



*Towards New Arrangements for
State Ownership in MENA*
(Arabic)
ISBN 9789264176072



*Policy Brief on Improving
Corporate Governance of
Banks in MENA*



*Principes de gouvernement
d'entreprise de l'OCDE*
ISBN 9789264015982



*OECD Principles of
Corporate Governance*
(Arabic)
ISBN 9789264064959

Développement régional

L'OCDE a lancé le groupe de discussion MENA-OCDE sur le développement territoriale afin de mettre en œuvre les orientations de la Déclaration de Marrakech sur la Gouvernance et l'Investissement, adoptée en Novembre 2009.

Les stratégies de développement régional favorisent une croissance économique durable et réduisent les disparités entre les territoires et les citoyens.

Projets en cours :

- **Revue rurale du Maroc** : examine les possibilités de mise en œuvre du nouveau « Paradigme de l'OCDE pour le développement rural » au moment où le Maroc vise à diversifier les activités économiques dans les zones rurales
- **Renforcement des capacités statistiques territoriales en Tunisie** : vise à partager l'expérience de l'OCDE pour améliorer les bases de données probantes pour les politiques de développement régional en Tunisie.



*First meeting of the Focus Group
Green Growth and Territorial
Development*



*Reprise économique, innovation
et croissance durable
Le rôle crucial des régions
ISBN 9789264076532*

Le genre dans la gestion publique

Depuis 2009 l'Initiative MENA-OCDE soutient la promotion de l'égalité des sexes et l'intégration de la dimension de genre au sein de la gouvernance publique. Elle renforce les capacités stratégiques des agents publics à concevoir et à mettre en œuvre des cadres politiques sensibles au genre à travers :

- Le renforcement des capacités sur l'intégration de la dimension de genre dans le secteur public
- Le développement d'un cadre analytique pour des examens des politiques publiques sensibles au genre
- La recherche sur les politiques "Aborder le genre dans la gestion publique" (Publié dans le rapport du progrès dans la gestion publique dans le Moyen- Orient et Afrique du Nord, 2010)

En 2012, un rapport sur « **Le genre, le droit et la politique publique : Tendances dans le Moyen-Orient et Afrique du Nord** » sera publié. Il fournira des données comparatives internationales en utilisant les meilleurs exemples de pratique dans les pays MENA et de l'OCDE



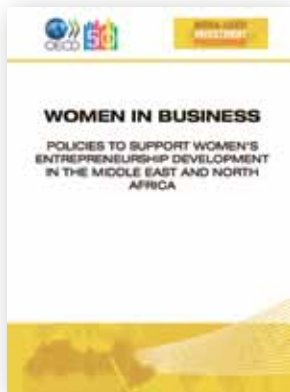
*Progress in Public Management in the Middle East and North Africa
Case Studies on Policy Reform
ISBN 9789264082076*



*Progress in Public Management in the Middle East and North Africa
Case Studies on Policy Reform (Arabic)
ISBN 9789264082069*

Intégration économique des Femmes

Forum OCDE-MENA des femmes d'affaires, une initiative du programme MENA-OECD, a été créé par la Déclaration de la Conférence ministérielle de 2007 sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA pour promouvoir la participation économique des femmes. Il rassemble plus de 300 représentants d'entreprises, d'ONG, d'universités et de gouvernements dans le but de faciliter un échange de bonnes pratiques visant à améliorer l'accès des femmes entrepreneurs aux services de développement des affaires, de financement et de formation.



Women in Business

Entrepreneuriat féminin : Catalyser le Soutien dans la région MENA (à paraître)

propose de nouvelles mesures pour améliorer l'environnement pour le développement économique des femmes fondées sur un examen de la politique et l'appui institutionnel pour l'entrepreneuriat des femmes dans 18 pays MENA.



"Sous le présidence américaine et jordanienne, le Forum OCDE-MENA des femmes d'affaires a créé des réseaux

régionaux pour soutenir et mettre en relation les femmes entrepreneurs expérimentées et élaborer des recommandations politiques."

Karen F. KORNBLUH

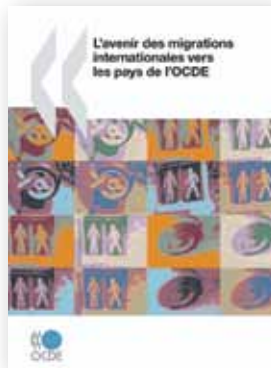
Ambassadeur, Représentant permanent Mission des États-Unis auprès de l'OCDE Co-président, Forum OCDE-MENA des femmes d'affaires.

Mobilité des personnes

La récente crise financière mondiale, le déclenchement du printemps arabe et la famine en Afrique ont attiré plus d'attention sur la question des migrations, une question étroitement liée à l'interdépendance mondiale croissante et aux facteurs environnementaux. Contrairement à une croyance répandue dans le domaine de la migration internationale, il y a plus de migration Sud-Sud que Sud-Nord. L'OCDE a publié un certain nombre d'études montrant non seulement les données statistiques sous-tendant la migration, mais également l'impact des politiques migratoires sur la cohésion sociale, l'environnement et la croissance économique des pays d'origine et les pays bénéficiaires.



Development Centre Studies: Tackling the Policy Challenges of Migration
ISBN 9789264126312



L'avenir des migrations internationales vers les pays de l'OCDE
ISBN 9789264044548



Perspectives des migrations internationales 2011
ISBN 9789264112629

→ www.oecd.org/migration

Eau

Gérer les ressources limitées en eau douce et assurer l'accès à l'approvisionnement en eau et l'assainissement est un grand défi à travers toute la région. Le rapport *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050* prévoit que d'ici 2050 presque toute la population du Moyen-Orient et une grande partie de la population d'Afrique du Nord sera située dans les zones sous stress hydrique sévère.



*OECD Studies on Water: Meeting the
Water Reform Challenge*
ISBN 9789264170001



*Perspectives de l'environnement de
l'OCDE à l'horizon 2050*
Les conséquences de l'inaction
ISBN 9789264122338

L'OCDE a travaillé avec un certain nombre de pays, y compris ceux dans la région MENA, à l'appui au dialogue national sur les politiques afin de contribuer à la réforme du secteur de l'eau. Les dialogues sur les politiques nationales est un processus structuré pour l'engagement des parties prenantes soutenu par un travail analytique sur mesure et des enseignements tirés de l'expérience internationale. L'OCDE a effectué des évaluations de la participation du secteur privé dans le secteur de l'eau en Égypte et au Liban, tandis qu'une évaluation en Tunisie est actuellement en cours.

→ www.oecd.org/water

Énergie : pétrole et gaz

Le Moyen-Orient abrite certains des plus importants exportateurs de pétrole et de gaz au monde et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a renforcé son engagement avec la zone ces dernières années, en particulier dans le contexte du «dialogue producteurs-consommateurs». Cela a commencé véritablement il y a 20 ans avec des réunions régulières au niveau ministériel ou au niveau des experts. Après la réunion ministérielle de Riyad en 2000, le dialogue a été officialisé par la création du Forum international de l'énergie (IEF). En 2004, le Secrétariat de l'IEF a été créé à Riyad, et l'AIE reste un partenaire très actif avec l'IEF et leurs homologues à l'OPEP.

Chaque année, un colloque est organisé à Riyad pour analyser et comparer les perspectives sur l'énergie à court, moyen et long terme. En 2012, le Forum biennal au niveau ministériel a eu lieu à Koweït City.

Des exemples d'efforts de collaboration

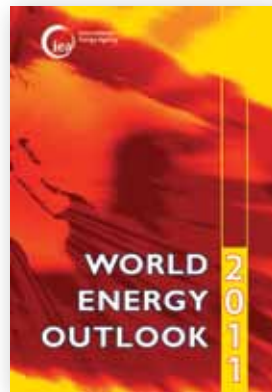
- Les travaux en cours avec l'Arabie saoudite et le Koweït sur l'efficacité énergétique.
- Participation du Directeur exécutif au *World Future Energy Summit* à Abou Dhabi (en janvier 2012).

Perspectives mondiales de l'énergie : focus sur l'Irak

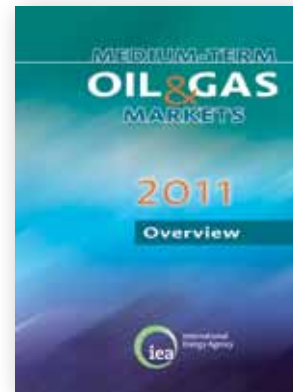
Le rapport Perspectives mondiales de l'énergie 2012, inclura un chapitre spécial sur l'Irak, marquant ainsi une première pour une publication phare de l'AIEA de se concentrer sur un producteur de l'OPEP. Le travail est soutenu par le gouvernement de l'Irak et inclura des données sur l'énergie et l'analyse des politiques. Il sera publié le 9 Octobre 2012.

Publications clés de l'IEA

- Medium-Term Oil and Gas Market 2011
- Medium-Term Gas Market 2012 (à paraître en juin 2012)
- Medium-Term Oil Market 2012 (à paraître en octobre 2012)
- Energy Access for All: Financing Access for the poor (World Energy Outlook 2011)



World Energy Outlook 2011
ISBN 9789264124141



Medium-Term Oil and
Gas Market 2011

→ www.iea.org
→ www.worldenergyoutlook.org

Énergie : les énergies renouvelables

Le défi de satisfaire la demande mondiale d'énergie est significatif - la croissance de la production d'énergie est constamment dépassée par la croissance de la demande, en particulier dans les économies émergentes. En outre les combustibles fossiles comme le charbon, le pétrole et le gaz - fournissent actuellement plus de 80% de l'approvisionnement mondial en énergie primaire. Une action urgente est nécessaire afin de restructurer nos systèmes énergétiques Et soutenir une voie plus durable, notamment dans la région MENA. L'AIE gère un large éventail de programmes de collaboration sur la technologie énergétique qui sont ouverts aux pays non-membres de l'AIE. La participation des institutions de la région MENA est en augmentation. Par exemple, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et les Émirats arabes unis ont rejoint l'accord d'application sur la concentration de l'énergie solaire.



"De l'avis de l'AIE, les énergies renouvelables sont déjà un élément important de l'économie d'énergie, et tous nos scénarios montrent que ce rôle augmentera de façon significative dans un système énergétique futur qui est à la fois plus sûr et plus durable."

Maria van der Hoeven
Directeur exécutif de l'AIE

Plus d'informations sur les initiatives technologiques multilatérales :

→ www.iea.org/techno/

Collaboration à travers la plate-forme mondiale de technologie de l'énergie à basse émission de carbone

Lancée officiellement en 2010 en réponse aux demandes des pays du G8 et des pays membres de l'AIE, la plate-forme technologique vise à renforcer la collaboration entre les pays, le secteur privé, le secteur financier et d'autres organisations internationales pour intensifier le développement et la mise en œuvre de technologies énergétiques.

Des exemples d'efforts de collaboration dans le cadre de la plateforme technologique de la région MENA

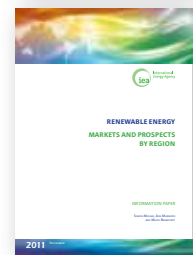
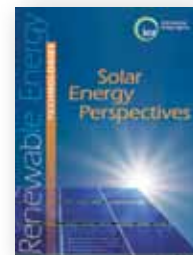
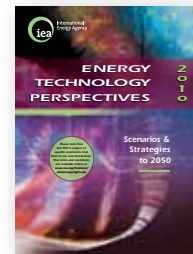
- Atelier de formation sur le déploiement de l'énergie solaire (19-22 Mars 2012, Oujda, Maroc), en collaboration avec les autorités locales (formation sur la méthodologie feuille de route et renforcement des capacités sur les technologies solaires)
- Participation de l'AIE à la réunion ministérielle du Moyen-Orient et Afrique du Nord Renewable Energy Conference (MENAREC 5) les 15-16 Mars 2012, Marrakech.

Publications clés de l'AIE

- Energy Technology Perspectives - 2010 edition
- Energy Technology Perspectives - 2012 edition (à paraître en juin 2012)
- Deploying Renewables, Best and Future Policy Practice (2011)
- Medium-Term Renewables Market Report (à paraître en juillet 2012)
- Solar Energy Perspectives (2011)
- Renewable Energy Market and Prospects by Region (information paper, 2011)

➔ www.iea.org

➔ <http://www.iea.org/platform.asp>



Agriculture

Le système alimentaire et agricole mondial devra répondre durablement à une demande croissante de plusieurs milliards de personnes et respecter de plus grandes exigences sur la qualité, l'abordabilité et la disponibilité. Le changement climatique est une variable qui affecte la sécurité alimentaire et le prix des matières premières.

Le rapport « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020 » fournit des projections du marché pour les biocarburants, céréales, oléagineux, sucre, viandes, produits laitiers et, pour la première fois, les poissons et fruits de mer sur la période 2011-2020. Les études de l'OCDE sur la croissance verte : Alimentation et l'Agriculture expose les défis et les opportunités qui se présentent dans la poursuite d'une trajectoire de croissance verte pour le secteur de l'alimentation et l'agriculture

L'Égypte, l'Iran, le Maroc et la Tunisie ont adhéré aux Codes et Systèmes agricoles de l'OCDE. Les Codes facilitent le commerce international par la simplification et l'harmonisation des procédures documentaires, d'inspection et d'essais.



*Perspectives agricoles de l'OCDE
et de la FAO 2011
ISBN 9789264106789*

→ www.oecd.org/tad

Tourisme

Le secteur du tourisme, une source majeure de revenus, d'emplois et de développement, a ralenti au cours de l'année dernière. En Égypte, les impacts directs et indirects du tourisme ont représenté 12,6% du PIB en 2008. En Tunisie, l'industrie du tourisme génère 380 000 emplois directs et indirects. En étant capable de stimuler l'économie dans le court terme, le tourisme peut contribuer à la reprise économique.

Le rapport *Tourisme dans les pays de l'OCDE : Tendances et Politiques* évalue l'évolution à long terme du tourisme dans la zone de l'OCDE au cours des deux dernières décennies. Il analyse l'impact de la crise financière et économique mondiale sur

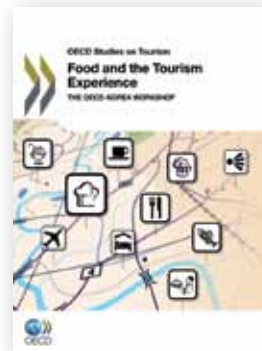
l'industrie touristique et inclue, pour la première fois, des analyses de données et de la politique et des les tendances dans douze pays non-OCDE, y compris l'Égypte. Autres études de l'OCDE sur le tourisme incluent : *Climate Change and Tourism Policy in OECD Countries* et *Food and the Tourism Experience*.



OECD Tourism Trends and Policies
2010
ISBN 9789264077423



Climate Change and Tourism Policy in OECD Countries
ISBN 9789264116177



Food and the Tourism Experience
ISBN 9789264171923

➔ www.oecd.org/tourism

Améliorer l'efficacité de l'aide dans la région MENA

La Déclaration de Paris, qui a établi les cinq principes de base pour améliorer l'efficacité de l'aide au développement et une meilleure coordination des politiques, a été adoptée par plus de 130 pays, y compris l'Égypte, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, les Territoires palestiniens, l'Arabie Saoudite, la Syrie, la Tunisie et le Yémen.



Efficacité de l'aide 2011

Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris

9789264061521

Le suivi de la mise en œuvre des principes d'appropriation, d'alignement, de harmonisation, des résultats et de responsabilité mutuelle, conçue pour rendre l'aide plus efficace, est le devoir principal du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, où l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et l'Arabie saoudite participent activement.

→ www.oecd.org/dac/effectiveness

→ www.oecd.org/dac

Forum pour le partenariat avec l'Afrique

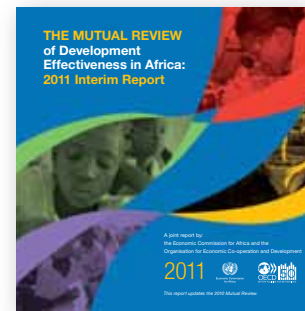
Le Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA) a été créé après le Sommet du G8 à Évian en 2003 comme un moyen d'élargir le dialogue existant entre le G8 et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) afin d'inclure d'autres institutions africaines et d'autres principaux partenaires au développement de l'Afrique, bilatéraux et multilatéraux.

L'objectif du Forum est de catalyser et de soutenir l'action des deux côtés du partenariat en faveur du développement de l'Afrique. Son rôle est de faire des recommandations aux dirigeants sur les décisions qui doivent être prises dans les principaux processus régionaux et mondiaux, y compris le G8 et le G20, l'UA et l'ONU, et de suivre le respect des engagements des deux côtés du partenariat.

Les pays africains membres du Forum : l'Algérie, l'Égypte, la Libye et la Tunisie. Les Organisations internationales concernées : ICA, FMI, OCDE, PNUD, CEA, ONU - OSAA, Banque mondiale et OMC.



The Mutual Review of Development Effectiveness in Africa: Promise & Performance



The Mutual Review of Development Effectiveness in Africa: 2011 Interim Report

Participation des pays MENA au sein des organes de l'OCDE

Comité directeur du Centre de Développement	Égypte, Maroc
Comité d'aide au développement	Arabie Saoudite ^a , Égypte ^a , Koweït, Maroc ^a , Tunisie ^a , Émirats Arabes Unis ^a
Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide du CAD (GT-EFF)	Égypte ^a , Maroc ^a , Tunisie ^a , Arabie Saoudite ^a
Comité de la gouvernance publique	Arabie Saoudite ^a , Bahreïn ^a , Égypte ^a , Émirats Arabes Unis ^a , Koweït ^a , Maroc ^a , Tunisie ^a
Comité des politiques de développement territorial	Maroc
Comité de la politique de la réglementation	Bahreïn ^a , Égypte ^a , Maroc ^a
Comité de l'agriculture	Arabie Saoudite ^a , Maroc ^a
Comité de l'Investissement	Égypte ^a , Maroc ^a , Tunisie ^a
Comité des assurances et des pensions privées	Émirats Arabes Unis ^a
Comité de la concurrence	Égypte
Comité sur la gouvernance d'entreprise	Arabie Saoudite ^a , Égypte ^a
Comité des affaires fiscales	Arabie Saoudite ^a , Bahreïn ^a , Émirats Arabes Unis ^a , Maroc ^a
Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales	Arabie Saoudite Bahreïn, Émirats Arabes Unis Mauritanie, Maroc, Qatar, Tunisie.

Forum sur l'administration de l'impôt	Arabie Saoudite
Forum mondial sur les conventions fiscales et le prix de transfert	Bahreïn, Égypte, Émirats Arabes Unis, Maroc, Oman, Tunisie, Soudan
Comité de la politique à l'égard des consommateurs	Égypte, Tunisie ^{ab} , Émirats Arabes Unis ^{ab}
Comité de l'acier	Égypte
Comité de la politique de l'information, de l'informatique et des communications	Égypte
Comité du tourisme	Égypte
Comité de la santé	Égypte ^a , Maroc ^a , Tunisie ^a
Comité des politiques d'éducation	Égypte, Maroc ^a
Comité directeur du Programme international pour le suivi des acquis des élèves	Émirats Arabes Unis ^a , Jordanie ^a , Qatar ^a , Tunisie ^a
Comité directeur du Programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur	Égypte
Comité de l'industrie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat	Égypte ^a

a observateur ad hoc. b participation à certains des organes subsidiaires du Comité; c Participation aux travaux du Comité d'investissement lié à la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales. Mise à jour : 19/03/2012

Adhésion des pays MENA aux instruments de l'OCDE

Normes pour les semences	Égypte, Iran, Maroc, Tunisie
Normes pour les fruits et légumes	Maroc
Déclaration sur la croissance verte	Tunisie, Maroc
Déclaration sur la probité, l'intégrité et la transparence dans la conduite des affaires et de la finance internationales	Tunisie, Maroc
Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide	Égypte, Iran, Jordanie, Kuwait, Maroc, Territoires Palestinien, Arabie Saoudite, Syrie, Tunisie, Yémen
Charte de Bologne sur les politiques à l'égard des PME	Égypte, Maroc
Déclaration sur la promotion de la croissance de PME innovantes et compétitives sur le plan international (Déclaration d'Istanbul)	Algérie, Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie,
Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales	Égypte, Maroc, Tunisie
Recommandations du Conseil sur le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque	Maroc
Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale tel que amendée par le Protocol de 2010	Arabie Saoudite

OECD iLibrary

L'iLibrary de l'OCDE permet d'accéder aux publications de l'OCDE, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), l'Agence pour l'Energie Nucléaire (AEN), le Centre de Développement de l'OCDE, l'enquête PISA (Programme for International Student Assessment) et le Forum International des Transports (ITF) depuis 1998.

OECD iLibrary est disponible 24 heures par jour, 7 jours par semaine et fournit un accès illimité et multi-utilisateur à 1000 numéros de revues, 2900 rapports, 2500 résumés multilingues, 6200 livres électroniques, 14 000 tableaux et graphiques, 21 000 chapitres et articles, et 390 bases de données avec plus de 4 milliards de points de données.

→ www.oecdilibrary.org



**Des débuts qui comptent !
Des emplois pour les jeunes**
ISBN 9789264096103



**Formation et emploi :
relever le défi de la réussite**
ISBN 9789264087477



Towards an OECD Skills strategy



Higher Education in Egypt
ISBN 9789264084346



Des citoyens partenaires
Manuel de l'OCDE sur l'information, la consultation et la participation à la formulation des politiques publiques

ISBN 9789264295407



Egypt e-Government for Smarter Public Service Delivery

ISBN 9789264178786



Checklist for e-Government Leaders
(English, Français, Arabic)



Open Government

ISBN 9789264099838



Financing SMEs and Entrepreneurs 2012 An OECD Scoreboard

ISBN 9789264166769



SMEs, Entrepreneurship and Innovation, 2010

ISBN 9789264080317



Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement : Maroc 2010

ISBN 9789264079632

Young Enterprises in the MENA Region

ISBN 9789264100251



Private Sector Development in the Middle East and North Africa, Supporting Investment Policy and Governance Reforms in Iraq

ISBN 9789264077249



Making Reforms Succeed, Moving Forward with the MENA Investment Policy Agenda

ISBN 9789264044340



Surmonter les obstacles à la mise en œuvre des stratégies de simplification administrative, Orientations destinées aux décideurs

ISBN 9789264060630



Overcoming Barriers to Administrative Simplification Strategies (Arabic)

ISBN 9789264084599



Construire un cadre institutionnel pour l'analyse d'impact de la réglementation (AIR) Orientations destinées aux décideurs

ISBN 9789264050105



Towards New Arrangements for State Ownership in MENA

ISBN 9789264169111



Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE

ISBN 9789264015982



Progress in Public Management in the Middle East and North Africa Case Studies on Policy Reform

ISBN 9789264082069



Development Centre Studies: Tackling the Policy Challenges of Migration

ISBN 9789264126312



L'avenir des migrations internationales vers les pays de l'OCDE

ISBN 9789264044548



Perspectives des migrations internationales 2011

ISBN 9789264112629



OECD Studies on Water: Meeting the Water Reform Challenge

ISBN 9789264170001



OECD Environmental Outlook to 2050

ISBN 9789264122246



**Assessing Microbial Safety of Drinking Water
(Ministry of Higher Education King Saud University)**

ISBN 9789960552095



OECD Tourism Trends and Policies 2010

ISBN 9789264077423



Climate Change and Tourism Policy in OECD Countries

ISBN 9789264116177



**Tourism Satellite Account: Recommended
Methodological Framework**

ISBN 9789264176966



Quality Standards for Development Evaluation

ISBN 9789264083905



**DAC Guidelines and Reference Series:
Quality Standards for Development Evaluation
(Arabic)**

ISBN 9789264167100

Plus de documents pertinents sur la région MENA sur :

→ www.oecd.org/globalrelations



OECD Joint Learning Study: Implementing a Code of Conduct for the Public Sector in Jordan (2010) (English, Arabic)



**Renforcer l'intégrité dans les marchés publics
Étude d'apprentissage mutuel au Maroc, 2009**



OECD Benchmark Report: Improving Transparency within Government Procurement Procedures in Iraq (2010)



Enhancing Integrity in Public Procurement in Yemen, 2009



**Investment climate and regulation of international investment in mena countries
Assessment of Available Information, and
General Recommendations**



**Business Ethics and Anti-Bribery Policies
In Selected Middle East and North African
Countries Mena Task Force on Business
Integrity and Combating Bribery of Public
Officials**



L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est une organisation internationale où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation.

L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Le Secrétariat des Relations Mondiales (SRM) assure la coordination des relations de l'OCDE avec les non-Membres et les autres organisations internationales.

www.oecd.org/globalrelations

Global Relations Secretariat
OECD, 2 rue André Pascal
75775 Paris Cedex 16
France